

alternatives

LE JOURNAL

VOL.14 NO.7 / AVRIL 2008

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Autoritaire Arménie



PHOTO: MAX SIVASLIAN

Le gouvernement de l'Arménie a levé l'État d'urgence le 20 mars. Il avait été imposé à la suite de manifestations au début du mois pour dénoncer les fraudes électorales lors des présidentielles de février. Officiellement, une centaine de personnes sont derrière les barreaux, mais il y en aurait bien davantage.

BENOIT-DAVID BRODEUR

« Que se passe-t-il en Arménie? » a demandé un Arménien qui téléphonait à sa fille, depuis l'étranger, au lendemain des événements sanglants du 1^{er} mars. « Rép... » a répondu la fille. Son père a compris aussitôt qu'elle faisait référence à ce mot typique du règne de l'Union soviétique : répression.

Depuis, l'internet est strictement contrôlé. Certains sites sont interdits d'accès. Le Service de sécurité nationale, l'héritier du KGB soviétique, surveille activement la rédaction de certains

journaux. L'annulation des contrats de publicité est révélatrice : les clients craignent d'être associés à un éventuel « mauvais » article. Le 13 mars, le président sortant, Robert Kotcharian, a signé un décret pour permettre aux médias indépendants de reprendre leur travail, à condition de ne pas transmettre des informations « fausses ou déstabilisantes ». Plusieurs journalistes, plutôt que de s'en tenir à la ligne officielle, ont tout simplement refusé de publier. Quant aux blogueurs qui habitent en Arménie, ils se posent encore la question : comment écrire pour être compris, sans être repéré?

Le résultat officiel des élections présidentielles du 19 février a provoqué le ralliement quotidien de plusieurs dizaines de milliers de personnes qui appuient la tenue de nouvelles élections comme le réclame un ancien président de l'Arménie, Levon Ter-Petrosian, lui-même candidat. Le rapport préliminaire des observateurs étrangers a surpris de nombreux Arméniens en attribuant la note de passage au processus électoral tout en faisant état de fraudes grossières. Un exemple : le candidat vainqueur, l'actuel premier ministre Serge Sarkissian, aurait reçu 99 % des voix dans quatre circonscriptions, lesquelles ont enregistré un taux de participation allant de 97 % à 99,5 %!

La violence des autorités

À l'aube du 1^{er} mars, les policiers ont attaqué les milliers de contestataires qui campaient sur la Place de la Liberté. Selon de nombreux témoignages, l'intervention s'est déroulée sans avertissement préalable, dans la plus grande violence. Plus de 100 000 personnes se sont ensuite rassemblées devant l'ambassade de France qu'on voulait prendre à témoin. Une jeep ressemblant à celles de la police a blessé deux personnes en fonçant sur la foule. Après la tombée de la nuit, le calme a finalement cédé la place à la violence. Des voitures ont flambé... il y a eu des tirs... et puis des pillards ont saccagé quelques magasins. Puis, le président Robert Kotcharian a annoncé l'état d'urgence, ce qui a mis (de façon un peu mystérieuse) fin presque immédiate aux troubles. Bien des gens sont pourtant restés dans la rue, jusque tard dans la nuit. La foule ne s'est dispersée qu'après la retransmission d'un appel de l'ancien président qui priait ses partisans de rentrer chez eux.

« Les clans au pouvoir ont tout pris : le pouvoir politique autant que le contrôle absolu du commerce », explique un haut fonctionnaire sous le couvert de

VOIR PAGE 2 : ARMÉNIE

Afrique : exploitation à la canadienne

Le Canada se targue d'être un pays phare en développement international. Alain Deneault, avec la sortie de son livre *Noir Canada* aux Éditions Écosociété à la mi-avril, remet en doute cette image de bienfaiteur. D'après ses recherches, les compagnies canadiennes extractrices de ressources naturelles commettent en Afrique des crimes dignes des empires coloniaux de l'époque.

PHILIPPE VIEL

Qu'il s'agisse du pétrole du Nigeria, de l'or des mines à ciel ouvert du Mali et de la Tanzanie ou des richesses minières inépuisables des sols saccagés de la République du Congo, les canadiennes Barrick Gold, Iamgold, Emaxon, AMFI, Banro, Anvil et bien d'autres se partagent la plus grande part du gâteau africain. En effet, en 2003, 53 % des entreprises minières actives en Afrique étaient canadiennes. Et dans cette quête commerciale, où chaque kilomètre carré peut valoir plusieurs millions en ressources, les méthodes utilisées pour gagner ces profits mettent en péril tout l'avenir du continent.

Pillage et complicité de guerre

Ces compagnies jouissent d'une souveraineté *offshore*. Elles ont accès à toute une gamme de services crapuleux, allant des paradis fiscaux aux paradis judiciaires, à des réseaux mafieux de trafics de toutes sortes. Le livre *Noir Canada* cite la compagnie Emaxon, basée à Montréal, qui agit à la solde du géant diamantaire International Diamond Industries. Dirigée par Dan Gertler, cette compagnie a réussi à obtenir les droits exclusifs sur l'exploitation des diamants en République démocratique du Congo (RDC), entente qualifiée de « vol institutionnalisé » par bons nombres d'observateurs internationaux, dont le Fonds monétaire international. On retrouve maintenant ce même Gertler au côté de Joseph Kabila, président de la RDC, le conseillant militairement, lui fournissant des armes et l'intégrant dans ses réseaux. Tout ça après avoir financé la guerre menée par le père, Laurent-Désiré Kabila.

M. Deneault, qui est aussi à la tête du collectif Ressources d'Afrique, dénonce dans son livre d'autres procédés utilisés par certaines compagnies canadiennes pour arriver à leur fin. C'est le cas du prospecteur Sutton Ressources, sous les guides de l'autre canadienne, Barrick Gold. En Tanzanie, en 1996, Sutton Ressources a été soupçonnée d'avoir enterré vivants au bulldozer des mineurs artisanaux de l'endroit, qui protestaient contre les expropriations massives et violentes de plusieurs villages. Barrick Gold avait obtenu du gouvernement tanzanien, grâce à son conseil consultatif composé de Brian Mulroney et Georges Bush Sr, les droits d'exploitation de ce gisement aurifère, un des plus importants en Afrique de l'Est.

Des compagnies canadiennes ne se gênent pas non plus pour financer des guerres, et l'exemple de la crise qui fait rage en RDC depuis plus d'une décennie est stupéfiant. Au début des années 1990, avec la fin du contrôle étatique exercé par le président Mobutu dû aux privatisations forcées par la Banque mondiale, les compagnies canadiennes se sont associées d'abord au dictateur en place, mais ensuite avec les rebelles menés par Laurent-Désiré Kabila dans l'Est du pays. Kabila a donc obtenu, par l'octroi de contrats d'exploitation, une reconnaissance économique internationale, avant même de prendre le pouvoir. Cette aide financière a été précieuse pour renverser le dictateur Mobutu. Les compagnies canadiennes (Anvil, Banro, Barrick Gold, Emaxon, Kinross, etc.) en profitent : près de 300 milliards de dollars (en valeur boursière actuelle) ont été partagés en ressources et infrastructures. Et seulement des miettes comme redevance pour l'État congolais.

La complicité de la Bourse de Toronto

« Le but du livre n'est pas seulement de relater les faits qui se sont déroulés sur le sol africain, mais surtout de savoir à qui profitent ces nombreux abus », explique M. Deneault. « Il faut que les Canadiens se questionnent sur leurs placements financiers. En investissant dans des REER, des portefeuilles et des actions de compagnies canadiennes inscrites en bourse à Toronto, ils deviennent complices, sans le savoir, des pires méfaits commis en Afrique. » Pourquoi la Bourse de Toronto? Elle est beaucoup plus permissive que ses voisines américaines. Les compagnies profitent de ce « paradis juridique » en n'ayant aucun

VOIR PAGE 5 : CANADA

L'argent du Canada sous les bombes israéliennes

Bailleur de fonds bâillonné?

Les camps de réfugiés de Gaza sont des terres de miracles. En 2003, l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens s'indigne haut et fort qu'Israël détruise une moyenne de 2 maisons par jour dans le seul camp de Rafah, soit 1 095 habitations/an. Puisque les Palestiniens vivent en famille élargie sous un même toit, c'est donc pas moins de 11 000 réfugiés, de la grand-mère au nourrisson, jetés à la rue. Mais Construction-Canada veille au grain... et aux miracles.

PAULINE GÉLINAS

Le Canada joue depuis des décennies au jeu de Serpents et Échelles. Il y jouait avant le retrait israélien de Gaza et y joue encore trois ans après. Le jeu est simple. Case un, Ottawa envoie de l'argent des contribuables à Gaza. Cases 2 à 11, une maison de réfugiés est construite avec cet argent. Case 12, une famille de 10 à 15 réfugiés y em-

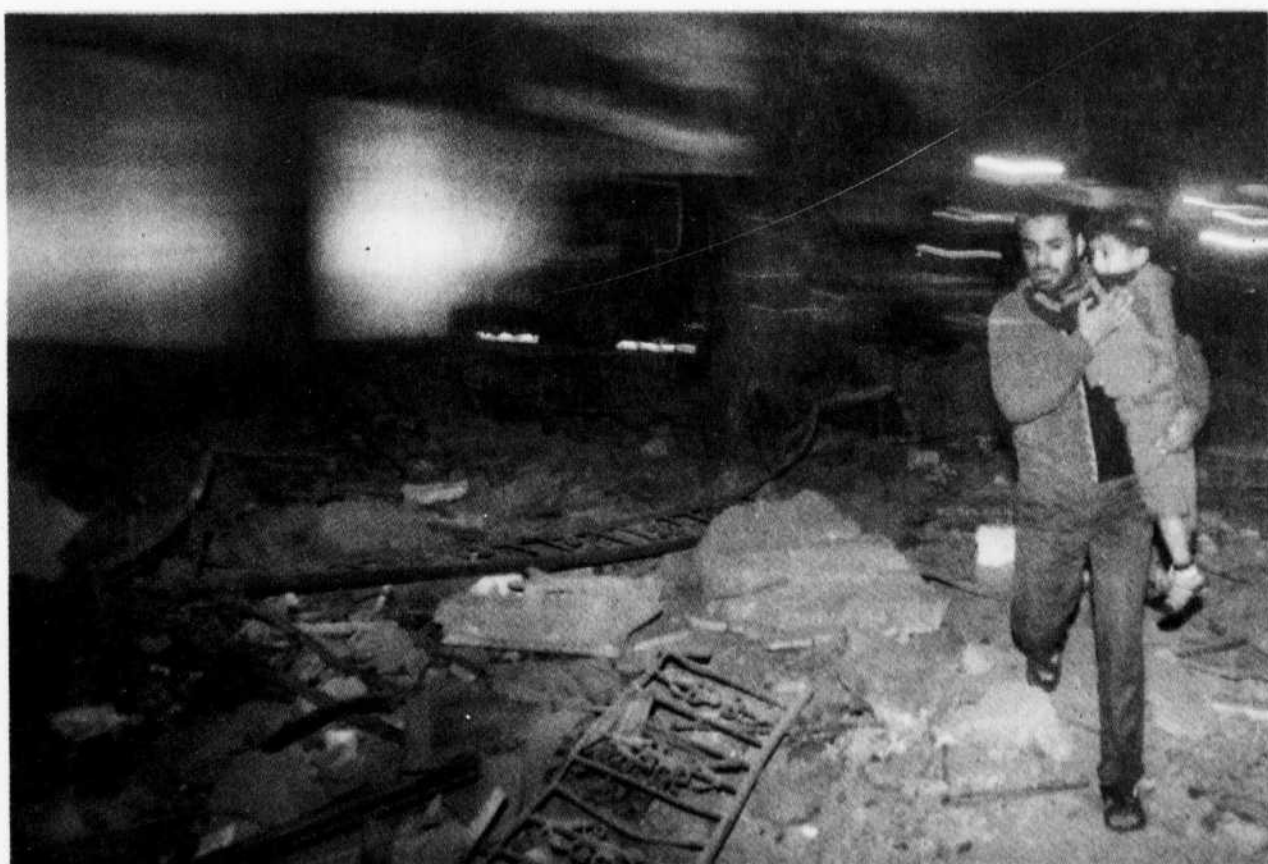
ménage. Case 13, serpent! Recul de 13 cases : la maison est bombardée ou rasée par l'armée israélienne. Case un, Ottawa envoie de l'argent...

Les réfugiés palestiniens sont les seuls au monde à ne pas être pris en charge par le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés. On leur a dédié leur propre agence, l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine), mais pour laquelle il n'existe aucune contribution obligatoire des pays membres de l'ONU! Conséquence, l'UNRWA ne survit qu'en suppliant les pays riches à donner. Refrain renouvelable chaque printemps.

Ce n'est pas l'Autorité palestinienne qui s'occupe des Palestiniens de Gaza, c'est l'UNRWA. L'Autorité palestinienne n'en aura charge que lorsque sera réglée la question des réfugiés avec Israël. Pour l'heure, 70 % des habitants de Gaza, soit plus de 900 000 Palestiniens, sont des réfugiés sous la gouverne de l'UNRWA. C'est elle qui, depuis 60 ans, les nourrit, les éduque, les loge et les soigne. Avec l'argent qu'elle quête.

Les millions du Canada

Le montant de l'aide canadienne aux sinistrés du tsunami en Thaïlande en disait long sur la hauteur du désastre humanitaire. Si le Canada parlait à voix haute des millions qu'il envoie chaque année à Gaza, on saurait l'ampleur du désastre humanitaire qui y sévit.



AP PHOTO KHALIL HANRA

Mais cela est tu. Tout au plus le fédéral hausse-t-il parfois le ton, en prenant soin de statuer qui est à l'origine de quoi. Le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, disait, le 1^{er} mars, constater « avec grande préoc-

cupation les répercussions sur les civils des mesures prises par le gouvernement d'Israël ». Et le ministre d'ajouter qu'Israël se « défend » et que les militants palestiniens mènent, eux, des attaques « terroristes ».

Frappes israéliennes le 27 février à Gaza. La principale clinique de la Palestinian Medical Relief Society - financée par le Canada - a été endommagée.

VOIR PAGE 2 : GAZA

Les réfugiés du climat s'en vont en ville....

Le Bangladesh se relève tant bien que mal du violent cyclone Sidr, survenu en novembre. Plusieurs paysans ont quitté leur région pour vivre en ville à la suite de cette catastrophe naturelle. Existe-t-il un lien entre le cyclone et les bidonvilles?

ÉTIENNE LABERGE

À l'aube du nouvel an, près de la petite ville de Barguna, sur les rives de l'océan Indien, une organisation locale distribue des vivres à la foule réunie. Sagir, 24 ans, est venu chercher du riz, du sucre, et une couverture pour se réchauffer. Mais la chaleur ainsi obtenue

ne lui ramènera pas sa nièce morte durant la tempête. Accroupi sur le sable, il regarde les pêcheurs travailler. Au centre Global Change, Ahsan Uddin Ahmed explique ce qu'il faisait le jour du drame. « J'ai parlé avec des pêcheurs 14 heures avant le passage du cyclone Sidr. J'ai dîné à la même table. J'ai passé la journée à les informer sur la météo. La tempête a emporté six d'entre eux. »

Celui qui travaille à anticiper les effets du réchauffement climatique sur sa communauté croit que le réchauffement du climat a créé le super cyclone. « Pour se former, Sidr a eu besoin d'une forte dépression, et celle-ci ne survient que si la température à la surface de l'océan atteint 27°C. En pareil cas, l'eau accumule de l'énergie et peut se transformer en cyclone. Or, la surface de l'eau a augmenté d'un demi-degré depuis 40 ans à cause de l'effet de serre. C'est donc dire que le moindre réchauffement atmosphérique normal peut provoquer un ouragan », conclut-il.

Au siège social de l'ONU au Bangladesh, la question contrarie le spécialiste du programme de gestion des désastres, Mamunur Rashid. « Est-ce que Sidr était causé par le réchauffement? On a soulevé cette éventualité durant des forums mondiaux sur l'environnement, commence-t-il, peu enclin à nier ce lien. Les scientifiques du monde entier se le demandent. » Ce spécialiste pense que les nombreuses périodes de « mer agitée », sortes de tempêtes avant un éventuel cyclone, annonçaient qu'un désastre allait se produire. En 2007, le gouvernement du Bangladesh a lancé 12 avertissements de mer agitée, contrairement à six les années précédentes. Les mers agitées, en 2006, ont englouti pas moins de 1 000 pêcheurs.

La tempête démographique à Dhaka
Il n'y a pas que la mer qui s'agite. Dhaka, la capitale, ne connaît plus le repos depuis 20 ans. À la fin du jour, au milieu des mendiants estropiés, des feux de circulation que personne ne



PHOTO: ÉTIENNE LABERGE

Sagir a perdu sa nièce lors du passage du cyclone Sidr en novembre. Environ 3 400 Bangladais sont morts à cause de cette tempête.

SIDR EN BREF

- Tempête de catégorie 4 sur une échelle de 5, avec des vents allant jusqu'à 220 kilomètres/heure
- 3 406 morts
- 55 000 blessés, physiquement et psychologiquement
- Près de 9 millions d'habitants ont été affectés par la tempête
- Dommages : 1,7 milliard de dollars, l'équivalent de 2,8 % du PNB du Bangladesh
- Plus d'un demi-million de maisons ont été détruites, près d'un million d'habitations nécessitent des réparations
- Les régions touchées sont pauvres : de 35 % à 50% des habitants sont considérés comme démunis.

Sources : Gouvernement du Bangladesh, ONU

respecte et de la pollution, la ville perd son souffle. La nuit, les lampadaires fonctionnent par intermittence au-dessus des boulevards bondés.

La capitale, 556 000 habitants en 1961, en compte maintenant environ 12 millions. Loin de perdre de la vitesse, le phénomène migratoire s'accélère. Mostafa Quaium Khan, de la Coalition pour la défense des pauvres en milieu urbain, souligne que sa ville a un taux de croissance effarant. « En 2004, nous avions 6,4 % d'augmentation, mais les inondations et la tempête tropicale Sidr ont certainement fait grimper ce chiffre à 7 % ».

Selon M. Khan, en plus des catastrophes naturelles, l'industrialisation des cités pousse aussi les paysans à tout quitter : « Déménager en ville prédispose à de meilleurs emplois et de meilleures conditions de vie. » Mais la plupart du temps, ces émigrants finissent dans un bidonville.

On rencontre les mêmes conditions exécrables dans les 4 500 bidonvilles de Dhaka. « Les logements sont insalubres, inacceptables, on ne peut même pas imaginer dans quelles conditions ces personnes

vivent. La plupart des gens sont analphabètes, si ce n'est la totalité », s'indigne M. Khan. L'accès difficile à l'électricité, l'impossibilité de recevoir des soins de santé ou simplement d'envoyer les enfants à l'école accablent ces habitants.

La bonne société n'est pas étrangère à l'escalade de leurs malheurs. Considérés tels des moins que rien par la classe aisée, victimes d'intimidation et de harcèlement de la part des policiers, les 3,2 millions de squatters doivent en plus se battre contre l'État. L'an dernier, le gouvernement a envoyé les bulldozers sur Aragon Basti, un bidonville avec vue imprenable sur les bâtiments du ministère de l'Environnement. Il faut éradiquer la racaille, ont dit les autorités. En quelques jours, la machinerie lourde a détruit 28 autres quartiers malfamés, créant ainsi 60 000 pauvres sans-logis.

À qui la faute?

Si les démunis gagnent les bidonvilles des grands centres urbains en partie à cause des catastrophes naturelles, à qui la faute?

Le gouvernement du Bangladesh est

évidemment incapable d'empêcher les tempêtes tropicales de se former, mais il peut agir pour diminuer le danger. « Il y avait 45 000 bénévoles chargés de la diffusion des alertes cycloniques lors du passage de Sidr. Les gens ont donc pu se rendre dans les abris anticyclones. La radio, la télé, les journaux, tous ces médias s'impliquent maintenant. Nous travaillons même à l'élaboration d'un système d'avertissement par téléphone cellulaire », dit Mamunur Rashid.

De leur côté, les pays développés, les grands pollueurs de la planète, peuvent obtenir le bénéfice du doute quant à leur responsabilité dans le déclenchement du cyclone Sidr. Mais les calamités attribuables à l'émission de CO₂ s'allongent au Bangladesh : inondations, sécheresses, glissements de terrain, salinisation des terres... Toutes ces hécatombes alimentent en chair humaine les bidonvilles de Dhaka. Coupables, les pays riches?

ARMÉNIE

SUITE DE LA UNE

l'anonymat. Il pense que Kotcharian et son allié, le candidat victorieux des élections contestées, ne pourront plus gouverner l'Arménie très longtemps. « Les Arméniens ont vu ce qui s'est passé. Ils savent que les violences du 1^{er} mars sont essentiellement l'effet des provocations organisées par le pouvoir », continue-t-il. À ce sujet, des témoins crédibles affirment qu'un groupe d'hommes inconnus, armés d'énormes barres de fer, s'est mêlé aux manifestants pacifiques; on dit aussi que des policiers ont prévenu leurs amis trois heures à l'avance : on va tirer.

Les autorités continuent à justifier l'usage de la force contre les protestataires, en rappelant qu'en plus du policier tué, des douzaines d'autres ont été blessés. Aucune explication n'est donnée au sujet des sept autres victimes reconnues, qui sont toutes mortes par balle. La version officielle affirme que les forces de sécurité ont tiré en l'air, mais une vidéo amateur diffusée sur l'internet montre des agents des forces spéciales qui tirent à l'arme automatique, vraisemblablement en direction de la foule. « Le pessimisme demeure quand on voit comment le pouvoir tente de se conserver, dit un jeune avocat qui préfère garder l'anonymat. La majorité des gens se place maintenant du côté de l'opposition, parce qu'on a honte de se trouver du côté du pouvoir. » Son voisin aurait été tué le 1^{er} mars, mais le nom du défunt ne figure pas sur la liste officielle des victimes. Le corps n'a pas été rendu à la famille parce que celle-ci refuse de signer une fausse attestation sur les circonstances du décès. Il y aurait d'autres cas du même genre.

Des accusations extravagantes viennent du pouvoir. Le procureur général de l'Arménie a déclaré que Ter-Petrosian pourrait être accusé d'avoir hypnotisé le peuple. On accuse ses partisans d'avoir participé à des manifestations illégales, mais aussi d'avoir comploté pour

renverser le gouvernement. Plusieurs personnes ont donc pris la fuite, mais Serge Sarkissian, dont la présidence débute officiellement le 9 avril prochain, a invité ses opposants à se dénoncer eux-mêmes, cela dans leur « propre intérêt ».

L'opposition persiste et signe
Depuis sa maison où il est désormais retenu pour des raisons de « sécurité », Ter-Petrosian a annoncé qu'il continuera de contester le résultat des élections en organisant de nouvelles manifestations de masse. D'ailleurs, des milliers de personnes ont marché la semaine dernière en silence dans la capitale, Erevan, depuis la Place de la Liberté jusqu'à l'endroit où sont tombées la plupart des victimes du 1^{er} mars. À voix basse, on promettait de poursuivre le combat « jusqu'à la fin ».

L'Union européenne a exprimé sa profonde inquiétude au sujet de l'Arménie en demandant au pouvoir un retour rapide à la normalité, et la libération de tous les prisonniers politiques. Ils sont une centaine, mais leur nombre pourrait s'élever à 500. Le gouvernement prétend que ce sont des extrémistes. L'Europe exige aussi une enquête indépendante sur les événements sanglants du 1^{er} mars. Quant aux États-Unis, leur représentant spécial a rencontré les deux parties avant de condamner la réaction brutale des dirigeants arméniens. Washington menace de suspendre l'assistance financière promise à l'Arménie : plus de 230 millions de dollars.

Le marché arménien a réagi en haussant le prix des denrées de base. Or tous les secteurs clefs, tels que l'importation du blé ou du pétrole sont, en Arménie, l'affaire exclusive de l'oligarchie dont les abus commis pendant la dernière décennie semblent constituer la cause réelle de la colère des Arméniens.

Émeutes à Erevan le 1^{er} mars



PHOTO: MAX SIVASLIAN

GAZA

SUITE DE LA UNE

Organisme finance	Aide canadienne (en millions \$)	Description donnée par Ottawa de certains projets financés à Gaza
Programme alimentaire mondial	1	« Comblent les besoins fondamentaux des Palestiniens [...] et les besoins alimentaires des plus démunis »
UNDP	4,98	« Répondre aux besoins de base des Palestiniens et soulager leurs souffrances »
UNDP	4,8	« Mise sur pied d'un programme d'emploi d'urgence afin que les Palestiniens puissent répondre à leurs besoins immédiats de consommation »
UNRWA	10	« Pallier aux effets causés par la dégradation des conditions économiques »
UNDP	1,2	« Diminuer les difficultés des femmes palestiniennes [...] les femmes et leurs familles bénéficieront de soutien économique et social »
Bureau de coordination des affaires humanitaires	0,8	« Coordonner les efforts humanitaires et mettre en lumière les besoins des Palestiniens les plus vulnérables en temps de conflit » (Israël dit pourtant avoir quitté Gaza en 2005)
UNICEF	2,1	« Établir des aires sécuritaires de jeu dans des lieux les plus touchés par l'occupation israélienne au profit d'enfants traumatisés »
UNICEF	1,9	« Offrir des activités d'apprentissage à des adolescents dans les lieux les plus affectés par l'occupation israélienne (incursions, fermetures et barrières) »

SOURCE: GOUVERNEMENT DU CANADA

Sur la cinquantaine de pays contributeurs volontaires à l'UNRWA, le Canada compte parmi les cinq principaux. Au prorata de sa population, il frôle le 1^{er} rang. En 2006, le Canada a versé quelque 28 millions de dollars à l'UNRWA. Et chaque année, rebelote!

Mais le Canada n'envoie pas que cette vingtaine de millions au budget régulier de l'UNRWA. Il répond aussi à ses appels d'urgence et aux demandes d'autres agences de l'ONU. Le tableau ci-haut présente comment certains de ces millions supplémentaires ont été dépensés ces trois dernières années à Gaza. La description des projets sur le site Web du gouvernement canadien est en soi une admission de la vraie nature de l'opération d'Israël contre Gaza.

Hamas, commodore tête de Turc

Le Canada nourrit Gaza, car ses hommes ne sont plus autorisés à gagner leur pain en Israël. À cause du triomphe électoral du Hamas (Mouvement de la résistance islamique) à Gaza en 2005? C'est oublier que, de 2000 à 2005, le taux de chômage à Gaza avoisinait les 80 %. Le Canada nourrit Gaza, car les vergers rasés par les tanks israéliens n'ont pas recommencé à donner leurs fruits (seulement de septembre 2000 à mars 2003, 10 % des terres arables ont été rasées, soit bien avant le Hamas), et parce que le sol donne des aliments contaminés par les matières toxiques jetées çà et là, faute d'implantation d'une gestion des déchets.

Le Canada abreuve Gaza, car l'inexistence d'un réseau d'aqueduc à la grandeur de la bande a contraint les réfugiés à creuser trop de puits et, ainsi, à surpomper la nappe phréatique. Résultat : l'eau de mer pénètre maintenant ces nappes et la trop forte salinité de l'eau détruit les cultures... et les reins des Palestiniens. À cause du triomphe du Hamas? Cela se passait à l'époque de la gestion directe d'Israël et sous le règne d'Arafat.

Le Canada éduque Gaza, car, avec la moitié de la population âgée de moins de 18 ans, et le taux de natalité le plus élevé au monde, les écoles débordent littéralement, à tel point que les jours de classe sont divisés en deux : des élèves vont à l'école le matin, d'autres l'après-midi.

Le Canada loge Gaza. Les camps de réfugiés sont si surpeuplés qu'il n'y a pas d'espace entre les maisons. Le camp Jabalia recense 106 000 réfugiés sur... 1,4 km². Une bombe ne tombe donc jamais sur une maison, mais sur plusieurs à la fois.

Le Canada recolle les tuyaux de Gaza, car les bombes israéliennes ravagent les rares circuits d'aqueducs et d'égouts. Il reconstruit aussi les dommages collatéraux que sont les écoles et les cliniques. À cause des roquettes du Hamas? La destruction d'infrastructures civiles dure depuis des décennies et est si journalière qu'elle ne vaut plus une ligne

dans les bulletins de nouvelles.

Le Canada soigne Gaza, où un enfant sur cinq souffre de malnutrition, où des médicaments sont pris en otage en Israël, où l'eau non potable multiplie les maladies infectieuses, et où les bombes israéliennes provoquent un nombre effarant de handicapés collatéraux. Plus que les corps, le Canada soigne aussi les esprits, notamment les traumatismes d'enfants. Les plus affectés sont ceux qui ont vu leur maison être démolie ou leur père se faire battre ou tuer. L'UNICEF note qu'un enfant sur deux a été témoin de violence.

Le Canada divertit Gaza. Il envoie deux millions de dollars pour la construction d'aires de jeu, car, dans le camp de Khan Yunis, les enfants jouent dans leur merde : 60 ans après avoir trouvé refuge dans ce camp, 56 000 humains y vivent sans système d'égout. La faute au Hamas? Ni sous le règne israélien ni sous l'Autorité palestinienne on a vu la nécessité d'une telle infrastructure.

Des camps pour l'éternité

Entassés les uns sur les autres, affamés, assoiffés, les réfugiés rêvent du jour où ils sortiront des camps. Mais Arafat leur a négocié, à Oslo, un horizon définitif : rester dans cette bande de terre contaminée. Car, en acceptant que Gaza devienne un territoire dit palestinien, Arafat leur retirait le pouvoir de réclamer le « droit au retour » sur leurs terres ancestrales. Son successeur, Abbas, et son parti, le Fatah, leur servent la même rengaine. Les 500 000 jeunes n'ont pour avenir qu'un horizon sans égout et sans eau potable.

Débattre de « qui a tiré le premier » et analyser Gaza qu'en terme « d'attaques terroristes vis-à-vis des représailles légitimes », c'est faire écran au fait que la situation dure depuis 60 ans. Et le Hamas n'a nullement changé la donne. Pour les Gazaouites, la vie après l'élection du Hamas en 2005 n'est pas pire qu'avant. Les exécutions extrajudiciaires, les bombardements, les rasages de terres arables, les rapt de ressources alimentaires, médicales et matérielles, sans compter les blessés et les morts à coup de centaines chaque année, c'était la routine bien avant le règne du Hamas (l'ONU recensait 1200 tués et 12 000 blessés à Gaza dans les seuls quatre derniers mois de 2003).

Sachant cela, le Canada se contente, passif Sisyphe, de remettre en place chaque matin les pierres éparpillées par les attaques nocturnes israéliennes. Et cela, il le fait motus et bouche cousue.

L'auteure est écrivaine et titulaire d'une maîtrise en science politique, spécialisation Proche-Orient.

Bras de fer en Amérique latine

Des bruits de bottes se font entendre à la frontière entre le Venezuela et la Colombie. Le président Chavez et Uribe s'accusent, puis se réconcilient. En trame de fond, la Maison-Blanche, qui serait impliquée dans l'assassinat du numéro deux des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC). Et la France qui s'en mêle en raison d'Ingrid Betancourt, prise en otage... Résumé des forces en présence.

CHARLES GERVAIS

Depuis plus de 40 ans, les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) sont actives en Colombie. 15 000 membres, présents dans environ 40 % du pays. D'inspiration castriste et marxiste, ce groupe prétend se battre pour la justice sociale. Il dénonce la corruption des riches classes dirigeantes qui s'échangent le pouvoir et l'ingérence des États-Unis en Colombie. Concrètement, il affirme son opposition par des attentats à la bombe, des assassinats, des raids armés, des occupations de territoire et des prises d'otages. Plus de 1 000 personnes sont captives dans la jungle, dont la célèbre candidate à la présidence, Ingrid Betancourt. Détenant la nationalité française, Betancourt a été capturée en février 2002, alors qu'elle faisait campagne pour un changement radical dans le pays. Elle accusait tous les sénateurs d'être corrompus. Au lieu de s'allier à sa cause, les FARC ont décidé d'utiliser Betancourt comme levier de négociations avec le pouvoir de droite.

Bien que les FARC soient le fruit d'un problème historique non résolu en Colombie — celui des masses de pauvres sans ressource — leurs objectifs politiques ne sont plus très clairs. Mêlées au trafic de drogues, embourbées dans

une guerre de maquis avec les troupes gouvernementales et les forces paramilitaires, les FARC sont prises dans une logique d'affrontements sans fin. Dans les années 1980 et 1990, les FARC ont bien tenté de déposer les armes et former un parti politique, mais la violente répression contre ses membres et sympathisants les ont indéfiniment amenées à reprendre la lutte clandestine. Pour l'Union européenne, les États-Unis et le Canada, les FARC constituent un groupe terroriste.

Le combat d'Uribe

Alvaro Uribe, président de la Colombie depuis 2002, est personnellement engagé dans le combat contre les FARC. Son père a été exécuté par les FARC, et il a lui-même survécu à plusieurs attentats. Depuis son arrivée au pouvoir, il a promis de se débarrasser des FARC par la force, excluant toute forme de négociation. Réélu pour un deuxième mandat en 2006, Uribe est un des rares présidents latino-américains alignés ouvertement sur les États-Unis. Il collabore, en élève modèle, à la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic, malgré l'ingérence états-unienne que cela sous-tend sur le territoire colombien.

Fait à noter, la Colombie est le seul pays rongé par des conflits armés dans les Amériques. Et c'est un des seuls pays d'Amérique du Sud qui continue à célébrer sans trop de nuances les politiques économiques de droite prônées par le Nord. En Colombie, la peur engendrée par les FARC légitime la présence d'un gouvernement belliqueux proche de la Maison-Blanche. Pour plusieurs, la Colombie serait l'Israël d'Amérique latine.

Le rêve de Chavez

Le président du Venezuela, Hugo Chavez, rêve de se débarrasser du gouvernement Uribe qu'il appelle la « *marionnette impérialiste* ». Une meilleure intégration régionale lui permettrait d'être plus fort face à « l'Empire » — les États-Unis. En tant que leader de la révolution bolivarienne, Chavez entend poursuivre l'œuvre du héros des guerres d'indépendance, Simon Bolivar. Il y a

200 ans, Bolivar était parvenu à unir les territoires du Venezuela, de la Colombie, du Panama et de l'Équateur.

De façon plus pragmatique, Chavez a besoin d'acheminer son pétrole vers les marchés sud-américains et asiatiques afin de se libérer de sa dépendance envers les États-Unis. En effet, le bouillant Chavez a beau accuser de tous les noms l'Empire américain, il n'en demeure pas moins que le Venezuela continue de lui vendre près de la moitié de sa production pétrolière. Et pour exporter son pétrole à l'intérieur du continent et au-delà vers le Pacifique, le Venezuela a besoin de s'entendre avec son voisin colombien.

La fin des affrontements en Colombie — la fin du régime de la peur — pourrait amener naturellement les Colombiens à pencher à gauche, comme c'est arrivé presque partout ailleurs sur le continent. Et un nouveau président plus proche de ses valeurs et plus loin de celles des États-Unis est l'allié qu'il faut à Chavez pour consolider l'intégration dans la région. Mais avant de rêver, il faut faire la paix, et c'est sur quoi travaille Chavez ces jours-ci.

En tant que militaire de formation et maître d'œuvre d'un coup d'État manqué contre l'ancien gouvernement de droite corrompu du Venezuela, Chavez a nécessairement quelques affinités avec les FARC. Chavez n'adhère pas à toutes les façons de faire des FARC, mais il comprend que la violence est parfois nécessaire. Fidel Castro, que Chavez qualifie affectueusement de « père spirituel », a eu besoin à l'époque des armes pour chasser les *Yankees*. Malgré sa sympathie pour tout combattant de gauche, Chavez veut amener les FARC à baisser les armes et intégrer la société civile. Chavez a besoin de la paix en Colombie, et pourquoi pas d'une Ingrid Betancourt en liberté, qui, après six ans de captivité — comme un Nelson Mandela —, pourrait guider son pays vers une nouvelle page d'histoire.

La France s'en mêle

Que vient faire Nicolas Sarkozy dans tout ça? Pour se dissocier de l'inertie du gouvernement Chirac, Sarkozy a



Les prises de bec entre les présidents Chavez du Venezuela et Uribe de Colombie ont inspiré bien des caricaturistes.

promis durant sa campagne présidentielle de libérer Ingrid Betancourt. En amateur de coups d'éclat médiatiques et à la suite d'une demande de Chavez, Sarkozy est allé jusqu'à dire qu'il irait chercher personnellement Betancourt dans la jungle. Mais alors que la France serait parvenue à conclure une entente avec les FARC, le gouvernement d'Alvaro Uribe a court-circuité l'heureux dénouement et a bien failli plonger toute la région dans un conflit. Le négociateur en chef des FARC a été tué au début mars dans son sommeil en territoire équatorien par l'armée colombienne, dotée d'équipements sophistiqués fournis par les États-Unis.

Même si presque tous les chefs d'État de la région ont condamné l'agression, le président Bush a promptement confirmé son soutien à son allié colombien. Quel intérêt Uribe et la Maison-Blanche ont à provoquer l'Équateur, les FARC et à contrarier Chavez et Sarkozy? Il faudrait plutôt se demander si Uribe et la Maison-Blanche ont intérêt à régler le conflit armé qui déchire la Colombie depuis 60 ans. Uribe est au pouvoir en grande partie parce que la population a peur et trouve réconfort dans sa main de fer. Le jour où la violence cessera, il risque fort de perdre sa légitimité.

Grâce au Plan Colombie lancé en 2000, la Maison-Blanche s'est assurée que le conflit dure et que la gauche reste loin du pouvoir à Bogota. À cette époque, Hugo Chavez venait de gagner la présidence du Venezuela voisin, des mobilisations populaires rendaient instable l'Équateur nouvellement dollarisé et un processus de paix était engagé entre le gouvernement colombien et les FARC. La situation était menaçante pour Washington. Sous prétexte de livrer une guerre contre le trafic de la coca, la Maison-Blanche a donc mis sur pied le Plan Colombie, qui consiste en fait à renforcer l'armée colombienne et à asseoir les positions américaines dans la région.

Cinq milliards d'aide militaire américaine plus tard et après presque dix ans d'intervention armée indirecte, la Colombie reste le premier producteur mondial de cocaïne, et les affrontements sont quasi quotidiens. Les États-Unis sont pourtant décidés à prolonger l'aventure, bien à l'aise avec cette zone de guerre qui perdure.

L'auteur est réalisateur du documentaire *¿i Revolución!? sur le Venezuela*.

Une nouvelle internationale syndicale dans les Amériques!

Une nouvelle Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA), forte de plus de 30 millions de membres, est créée cette semaine au Panama. Cet événement correspond à la volonté de la nouvelle Confédération syndicale internationale (CSI) de donner aux travailleurs un nouvel élan afin de traverser les difficultés imposées par la mondialisation.

JACQUES LÉTOURNEAU

Ce congrès réunit pour la première fois des acteurs au cœur des rivalités syndicales et politiques qui ont marqué la deuxième moitié du 20^e siècle. La domination écrasante des intérêts économiques étatsuniens et l'influence exercée à l'endroit de nombreux syndicats institutionnels ont profondément marqué le mouvement syndical latino-américain. Alors que certaines organisations syndicales participaient à la transformation politique de leur pays comme au Brésil et au Chili, d'autres, sans vergogne, appuyaient les régimes corrompus. Dans l'ensemble, les syndicats se sont démocratisés et ce rapprochement organisationnel entre les confédérations syndicales servira à aplanir les différends.

Un programme d'action pour contrer l'exploitation

Cette nouvelle organisation aura du pain sur la planche! Non seulement elle doit composer avec un taux de syndicalisation continentale plutôt faible, moins de 10 %, mais elle doit aussi conjuguer l'action des confédérations syndicales tant du Nord que du Sud. Cette question représente un défi de taille pour le mouvement syndical parce que la mondialisation profite des disparités énormes dans les conditions de vie entre les pays.

Alors que le mouvement syndical nord-américain peine à freiner les effets de l'ouverture des marchés sur le travail, les syndicats latino-américains arrivent difficilement à contrer les politiques néolibérales. En effet, malgré une croissance régionale qui dépasse les 5 % annuellement, malgré une légère réduction du chômage et une progression considérable de l'emploi formel, les inégalités restent criantes. En 2006, selon le Bureau international du travail (BIT), plus de la moitié de la population active, 126 des 239 millions de travailleurs sont au chômage ou vivent encore de l'économie informelle.

La CSA propose de promouvoir le travail décent qui concilie à la fois le droit à la syndicalisation et à la libre négociation. Bon nombre de pays qui reconnaissent en principe les normes internationales du travail refusent de les mettre en application. Des cas flagrants de violations des droits sont régulièrement recensés et démontrent le niveau intolérable d'exploitation qu'imposent les multinationales aux travailleurs. Malgré la présence de syndicats, la répression à l'endroit des militants syndicaux et de défense des droits freine les mobilisations.

Profiter du virage à gauche de l'Amérique latine

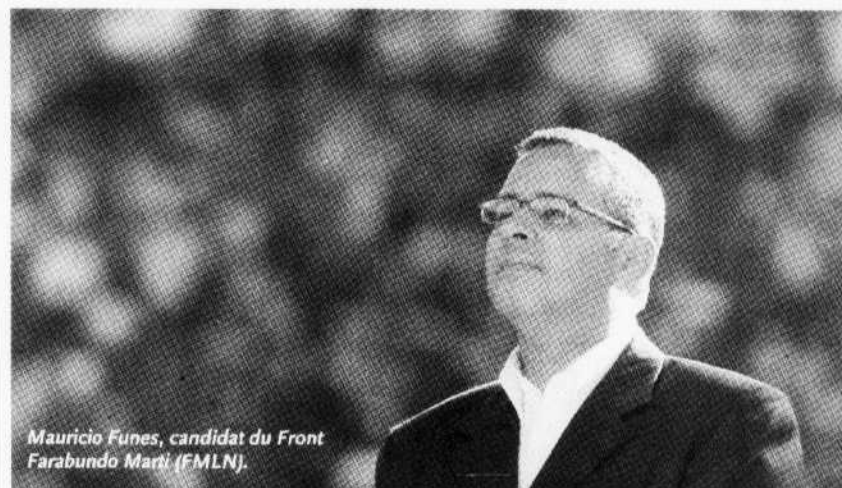
La conjoncture politique de plusieurs pays favorise le renforcement de l'action syndicale. Par exemple au Brésil, la Centrale unique de travailleurs (CUT) lutte pour la reconnaissance syndicale, ce que vient de lui accorder le gouvernement Lula. En Argentine, profitant de l'élection d'un gouvernement progressiste, la Centrale des travailleurs argentins (CTA) milite en faveur des coopératives de travail et regroupe les travailleurs du secteur de l'économie informelle.

D'autre part, depuis l'échec en 2005 du projet continental de libre-échange (ZLEA) piloté par les États-Unis, bon nombre de pays du Sud se sont tournés vers des modèles alternatifs d'intégration économique qui concilient d'avantage les questions démocratiques et sociales. Dans la région du cône Sud, des pays comme le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay ont initié un processus d'intégration du mouvement populaire et syndical. Enfin, une bonne partie du mouvement syndical latino-américain appuie la mouvance altermondialiste et la tenue des forums sociaux mondiaux. Cette ouverture du mouvement syndical vers d'autres formes de mobilisation rend possible un renouvellement des pratiques en créant des ponts entre les travailleurs, les chômeurs et les exclus qui vivent de l'économie informelle.

Une période charnière pour le syndicalisme

Un renouveau syndical dans les Amériques est nécessaire pour le syndicalisme mondial. Le projet est ambitieux dans un contexte où les syndicats arrivent difficilement à contrer les effets négatifs de la libéralisation des marchés. L'action syndicale à l'intérieur de chaque pays ne suffit plus. Elle doit davantage s'inscrire dans des initiatives qui dépassent les barrières nationales. Comme le mentionne le secrétaire général de la future CSA, Victor Baez, il faut que le mouvement syndical mène des campagnes continentales pour forcer les entreprises et les gouvernements à respecter les droits fondamentaux des travailleurs, et ce, tout en contribuant au renforcement des mouvements sociaux.

Le Salvador : enfin l'alternance?



Les Salvadoriens vont choisir un nouveau président dans un an. Et pour la première fois en 18 ans, la gauche est en avance dans les sondages. La menace pour la droite a un nom : Mauricio Funes, le prestigieux journaliste, candidat du Front Farabundo Martí (FMLN).

VICTOR CARRANZA

Provenant de l'extérieur du parti, Mauricio Funes jouit d'une popularité indéniable auprès des Salvadoriens qui l'ont vu évoluer durant vingt années de journalisme. Il a été producteur et animateur d'émissions telles que *Sin censura* et *La Entrevista*, qui avait de loin la meilleure cote d'écoute en 2005.

Mauricio Funes amène donc une aura d'indépendance face aux dogmes programmatiques et idéologiques plus orthodoxes du FMLN. Sa nomination en novembre comme candidat à la présidence est peut-être la meilleure décision des derniers temps de la gauche salvadorienne. Même si elle constitue la principale force d'opposition, le FMLN n'a jamais été capable de vaincre le parti de droite, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA).

Quoique pas très visibles encore, les contradictions entre les idées des franges plus radicales du FMLN et Mauricio Funes feront surface; du moins, c'est ce qu'espère la droite salvadorienne. Dans les faits, la nomination de Funes a été précédée par un discours plus modéré de la gauche sur des thèmes très sensibles au Salvador. Le nouveau chef a développé un discours beaucoup moins belligérant et plus diplomatique. Par exemple, lors de déclarations publiques en décembre, Funes a laissé entendre qu'il ne prône pas le retour d'une monnaie salvadorienne, remplacée par le dollar américain sous le gouvernement de droite ARENA. Il ne veut pas, non plus déchirer le traité de libre com-

merce avec les États-Unis, mais plutôt réviser les aspects défavorables, spécifiquement pour défendre l'agriculture et les PME.

Par contre, le candidat de la gauche a été ferme concernant le retrait des troupes salvadoriennes d'Irak, faisant ainsi écho au sentiment de la population, embarrassée par le fait que le Salvador soit le seul pays des Amériques participant avec les États-Unis à cette guerre.

Un contexte régional favorable

Le contexte régional semble aussi être plus compliqué pour la droite en raison du durcissement de la politique migratoire des États-Unis. Durant la campagne présidentielle de 2004, le parti ARENA a répandu chez les Salvadoriens la crainte d'un déclin des *remesas* (l'argent envoyé par des proches à l'étranger), insistant sur le fait que si la gauche gagnait les élections, beaucoup d'*hermanos lejanos* (plus de 2,5 millions de Salvadoriens vivent légalement ou illégalement aux États-Unis) seraient déportés au Salvador, causant un effondrement de l'économie du pays. En effet, les Salvadoriens aux États-Unis constituent un des piliers de l'économie salvadorienne. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU (CEPALC), ils ont transféré, en 2007, 3,7 milliards de dollars dans leur pays d'origine, ce qui représente 18,7 % du PIB. Les *hermanos lejanos* ont bonifié aussi l'économie salvadorienne en générant l'an dernier un milliard de dollars en recettes touristiques. Ni la défaite de la gauche en 2004 ni l'alignement inconditionnel de l'actuel gouvernement salvadorien de Tony Saca avec l'administration Bush n'ont pu stopper les déportations dues au resserrement des règles aux États-Unis. En 2007, les transferts d'argent des Salvadoriens ont diminué de 9 % selon la CEPALC.

Dépourvu de l'argument « victoire de la gauche = déportations des États-Unis », le parti ARENA a commencé à déterrer son langage anticommuniste du temps de la guerre froide.

En ce qui concerne la position des États-Unis sur les progrès de la gauche, l'ambassadeur américain, Douglas Barclay, a

déclaré qu'il n'allait pas se mêler de la politique interne du pays. Mais le Salvador a une importance pour Washington. D'abord, les États-Unis détiennent une base militaire sur la côte pacifique et aussi parce que le Salvador a toujours été un allié important dans la région, que ce soit pour implanter le libre-échange ou pour favoriser la politique étrangère américaine, comme l'appui à la guerre en Irak ou les attaques politiques contre Cuba et le Venezuela.

Les problèmes du Salvador

Selon un sondage d'évaluation de l'année 2007 réalisé par l'Université centraméricaine (UCA), 52,4 % des répondants ont indiqué que la délinquance avait augmenté comparativement à l'année précédente. L'Institut de médecine légale a par ailleurs établi qu'en moyenne 297 homicides sont commis tous les mois au Salvador. Le Québec, qui a une population équivalente, en a une douzaine par mois seulement...

Cette délinquance est alimentée par une pauvreté grandissante. Selon le sondage de l'UCA, plus de deux répondants sur trois disent que la pauvreté est en hausse. Pour sa part, le Centre pour la défense des consommateurs dénonce les augmentations de 16 % des aliments et de 23 % d'autres produits de base en 2007. Ce n'est pas par hasard que le Salvador occupe le 103^e rang dans l'Indice de développement humain compilé par l'ONU, tandis que le Costa Rica et Cuba se placent à la 48^e et 51^e place respectivement.

Cette perception du Salvadorien moyen contraste avec la publicité ronflante du gouvernement ARENA sur la croissance économique, la plus forte en 12 ans. Cependant, comme l'a bien signalé à un quotidien salvadorien, Robert White, ex-ambassadeur des États-Unis au Salvador et actuel président du Center for International Policy, basé à Washington, le produit intérieur brut progresse, mais le nombre de pauvres augmente. Robert White conclut que la richesse est d'avantage concentrée dans les mains d'une minorité, ce qui n'est pas sain pour une démocratie.

Un troisième problème, et non le moindre, c'est la corruption. Quoi qu'il soit difficile de disposer d'informations compilées sur ce thème, on trouve fréquemment dans les quotidiens salvadoriens des cas de corruption impliquant d'anciens fonctionnaires accusés de détournements de fonds, d'enrichissements illicites et d'autres délits du genre. Dans tous ces cas, un dénominateur commun : très peu sont traduits en justice.

En somme, la popularité de Mauricio Funes, le virage du FMLN vers une stratégie plus terre-à-terre et un contexte national et régional favorable sont tous des facteurs qui semblent ouvrir la voie à la gauche, et ainsi permettre l'alternance dans l'exercice du pouvoir au Salvador.

BILLETS

Mon petit chinois
à 5 cents

Pierre Beaudet

À une époque pas si lointaine, j'« achetais » pieusement chaque vendredi un petit chinois pour cinq sous. Je trouvais cela émouvant de voir sa photo plus ou moins floue, plus ou moins triste. Je ne comprenais pas vraiment ce dont il s'agissait, à part le fait que notre sainte mère l'Église le sauvait de la famine et des méchants communistes qui avaient non seulement envahi la Chine, mais surtout expulsé nos vaillants missionnaires. La révolution chinoise battait son plein. Dans les campagnes, les paysans et surtout les paysannes se révoltaient contre le joug d'un féodalisme passé d'âge. Et aussi contre les impérialistes rapaces qui rêvaient de découper le vieil Empire mandarin comme ils l'avaient fait avec l'Afrique. Cette révolution que nos missionnaires qualifiaient de communiste était avant tout une grande revanche du monde paysan et un sursaut anti-impérialiste à une immense échelle. Au moment de l'arrivée de l'armée rouge à Pékin, Mao a exprimé ce que tout le monde voulait : « Désormais, disait Mao, la Chine sera debout. »

Cinquante ans plus tard, il y a toujours 100 millions de crève-la-faim en Chine (selon l'ONU). Entre-temps, la *nomenklatura* postmaoïste s'en met plein les poches dans le cadre d'un turbocapitalisme qui bat tous les records. Mais les Chinois ont des emplois et disposent de services (limités) de santé et d'éducation. Bref, la majorité est sortie de la misère comme cela n'est pas arrivé ailleurs dans le tiers-monde, du moins à cette échelle. Bien sûr, les paysans, les travailleurs, les étudiants, se battent non seulement pour mieux vivre, mais aussi pour élargir des droits sociaux, économiques et politiques contre un parti unique qui n'a que peu à voir avec la révolution d'origine. Les médias occidentaux ne parlent jamais des grèves qui traversent le sud de la Chine notamment, mais qui sont pourtant bien documentées sur des sites Internet militants comme celui du *China Labour Bulletin*.

Devant tout cela, la Chine interpelle et choque. Les élites occidentales s'inquiètent de la montée en puissance d'un État qui n'accepte pas la subordination qu'on voudrait lui imposer par l'intermédiaire du FMI et de la Banque mondiale. Les médias excitent l'opinion contre une « invasion » chinoise dans le monde par ses produits et ses investissements. On s'insurge de la présence chinoise en Afrique, un continent ravagé depuis 500 ans par le pillage colonial et les rivalités entre impérialistes occidentaux. À Washington, les *think tanks* de droite prédisent que le grand conflit du XXI^e siècle ne sera pas au Moyen-Orient, mais contre une Chine « agressive » qu'il faudra bien un jour, de gré ou de force, « civiliser ».

La Chine a ses problèmes. Le système politique est autocratique. Les factions peuvent s'exprimer, mais dans le cadre du parti unique. Les gens peuvent se battre pour leurs droits sociaux, dans des limites étroites et, surtout, s'ils ne remettent pas en question le monopole du pouvoir. Enfin, les minorités nationales comme les Tibétains et les Ouïghours sont violemment réprimées pour ne pas qu'elles réclament leurs droits nationaux.

Les États-Unis, le Canada et les autres puissances condamnent les violations des droits et exigent la démocratisation de la Chine. Mais est-ce crédible? Pourquoi cette grande sollicitude pour la démocratie n'est-elle pas valide ailleurs? Comment expliquer le cas de l'Indonésie, un pays où l'État et les dominants ont commis, avec l'appui occidental, deux (pas un) génocides en trente ans? Qu'est-ce qui motive le silence d'Ottawa devant les terribles exactions commises par l'armée indonésienne, de connivence avec des entreprises minières canadiennes, dans la partie orientale de l'archipel?

Il n'y a aucun doute qu'il faut se solidariser des Tibétains. Ils ne sont nullement responsables des manœuvres des États qui veulent les utiliser pour leurs sordides jeux géopolitiques. Il faut distinguer leurs luttes et leurs revendications de la bouffonnerie morale des néoconservateurs étatsuniens et canadiens qui, sur le dos des peuples concernés, menace la Chine de démantèlement (comme l'a été l'URSS ou l'ex-Yougoslavie). Tout cela va mener le monde à de nouvelles guerres, la « guerre sans fin » comme le dit le président Bush.



David Homel

La langue qui fourche

Question : qu'ont en commun les « accommodements raisonnables » et la langue? Réponse : tous les deux sont aux mains de certains politiciens, de vulgaires outils stratégiques.

Simplification, direz-vous? Il y a pourtant des parallèles. Surtout lorsque Mario Dumont propose de limiter l'immigration afin de protéger la langue française au Québec.

On a relancé le débat dernièrement avec la révélation que le français est utilisé comme langue première dans moins de 50 % des ménages sur l'île de Montréal. Scandale? Je suis tenté de citer ce grand Canadien français, Pierre Elliott Trudeau : « L'État n'a pas d'affaire dans les chambres à coucher de la nation. » Si, à la maison, on parle polonais ou arabe, je ne vois pas en quoi cela dérangerait les défenseurs de la langue nationale, pourvu qu'on parle français dans les lieux de travail, à l'école ou sur la scène publique.

En plus, les statistiques mentent comme des arracheurs de dents. Je ne pense pas être le seul à répondre « Autre » à beaucoup de questions linguistico-identitaires pour le simple plaisir d'être « autre », et par devoir de rappeler à la société l'existence de l'autre en toutes choses. Quoique j'aie écrit cette chronique en français dans un journal francophone, je fais partie de ceux qui n'ont pas répondu « français » à la question sur la langue parlée à la maison.

Que l'immigrant parle français n'est pas suffisant aux yeux de certains. Et voilà ce qui est inquiétant. Ce n'est pas assez d'avoir appris le français, de travailler en français et de pouvoir participer à la vie commune dans cette langue. Le péché de ceux qui osent parler polonais, arabe ou anglais chez eux, c'est de ne pas être des Québécois francophones de naissance. C'est un crime de l'ordre de l'existence, de l'être, et nous devons être vigilants, car lorsqu'on propose de veiller sur notre vie privée, y compris les langues parlées à la maison, ça devient dangereux.

Revenons à nos immigrants qui, selon Mario Dumont, menacent notre langue. En 2007, 60 % des immigrants parlaient déjà le français en arrivant au Québec. C'est sûrement un sommet dans l'histoire de l'immigration de la province. Ma famille et, sans doute, ceux qui ont pris le même bateau pour la misérable traversée de l'Atlantique vers l'Amérique ne pouvaient dire un seul mot d'anglais à leur arrivée. Que veut-il dire, ce chiffre de 60 %? C'est très simple. Le Québec et le Canada reçoivent des immigrants instruits, et pas seulement des gens qui doivent s'enfuir pour sauver leur peau, comme ce fut le cas pour ma famille.

Et, puisque nous parlons immigration, blâmons, comme l'excellent Josh Freed le fait avec le sourire, la classe moyenne francophone qui quitte l'île de Montréal pour le 450, et qui, en émigrant, affaiblit le nombre de francophones sur l'île.

Il n'y a qu'une seule solution pour protéger la langue française au Québec. Et c'est d'ailleurs de ne pas la « protéger » – c'est d'en faire une source de plaisir. Tout passe par l'éducation. La lecture. Dans les écoles, je veux que les profs fassent lire aux élèves du François Villon et du Richard Desjardins, du Cendrars et du Huysmans. Le parti politique, qui clame la protection du français sans investir massivement dans l'éducation et dans les bibliothèques, n'aura jamais mon vote. Il se couvrira tout simplement de honte.



Opinion

Entreprises psychopathes :
les poursuites bâillonnantes

La Commission sur les institutions de l'Assemblée nationale tient des audiences publiques sur des réformes au code de procédure civile concernant les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP). Voici la position défendue par ATTAC-Québec sur ce sujet.

Dans son ouvrage sur les entreprises, Joel Bakan décrit les comportements nocifs d'entreprises à la recherche de profits et du pouvoir, sans égard pour l'intérêt des citoyens ou de l'environnement, comme étant pathologiques. Dans le cas de nombreuses poursuites judiciaires intentées par des entreprises du G7 au fil des dernières décennies contre des groupes écologiques et militants ayant critiqué leurs pratiques ou leurs produits, en vue de les faire taire, on pourrait parler de comportement psychotique.

Ces actions, connues sous le nom de poursuites stratégiques contre la mobilisation publique, ou SLAPP, sont intentées sans espoir sérieux de gagner, mais en vue d'intimider et de décourager les membres de la société civile, qui n'ont pas les moyens financiers pour se défendre contre des compagnies ayant d'énormes ressources et utilisant de grands cabinets d'avocats et de nombreux experts grassement payés.

On a vu ces recours abusifs aux tribunaux ici et là dans le monde. Par exemple McDonald's à Londres, pour intimider des citoyens qui dénonçaient la friture cancérogène de leurs hamburgers et leurs mauvaises relations de travail. En France, où l'entreprise Taser poursuit le Réseau d'alerte et d'intervention pour les droits de l'homme pour dénigrement du Taser X26 (une arme pouvant tuer et servir d'instrument de torture). Dans l'affaire McDonald's,

des militants associés à Greenpeace ont perdu devant les tribunaux britanniques, et n'ont eu gain de cause que devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Au Québec, on dénombre une dizaine de poursuites bâillonnantes. Entre autres, celle intentée par la filiale québécoise du ferrailleur AIM contre le Comité de restauration de la rivière Etchemin et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), et celle des promoteurs du projet Rabaska à l'encontre des écologistes s'y opposant. Ces SLAPP ont donné naissance à un mouvement de divers groupes et syndicats exigeant du gouvernement du Québec qu'il suive l'exemple de nombreux pays, États américains et provinces, qui ont modifié leur droit pour limiter l'usage de poursuites bâillonnantes. Aux États-Unis, les SLAPP violent des droits reconnus par la Constitution; ailleurs, il s'agit d'atteintes à la liberté d'expression, droit reconnu spécifiquement par la Charte des droits et libertés du Québec. Et dans presque tous les cas, cette instrumentalisation de l'appareil judiciaire oppose des parties tout à fait inégales, signe d'un contexte de mondialisation qui alimente la montée des inégalités.

Les modifications au droit québécois, que recommandent le rapport commandité par le ministère de la Justice ainsi que plusieurs organismes qui ont déposé des mémoires auprès de la commission de l'Assemblée nationale, visent à rétablir l'équilibre entre les parties. De l'argent serait mis à la disposition de groupes et de citoyens attaqués par des poursuites bâillonnantes, et les procédures seraient simplifiées et accélérées, afin de permettre au juge saisi de l'affaire de rejeter sommairement les poursuites réputées être des SLAPP.

Dans son mémoire, ATTAC-Québec recommande quelques mesures supplémentaires. Premièrement, une définition très large du SLAPP, qui en faciliterait l'identification. Deuxièmement, sans égard à la motivation de l'entreprise qui intente la poursuite, dès que son effet est de bâillonner ses critiques

ou de contrer la mobilisation publique, il est demandé que le juge la rejette.

ATTAC-Québec préconise aussi l'approche adoptée par les Australiens (que le rapport n'a pas retenu), qui est de priver les entreprises de dix employés ou plus du recours en libelle diffamatoire. Un grand nombre de SLAPP allèguent une atteinte à la « réputation » de l'entreprise. Or, historiquement ce remède a été conçu pour les personnes physiques, pas pour les entreprises. Celles-ci n'ont ni amour-propre, ni cœur ni âme. Ce que les entreprises ont n'est pas une réputation au même titre que les individus, mais plutôt un *achalandage*, qu'elles peuvent très bien défendre par la publicité, et que d'ailleurs elles déprécient chaque année pour réduire leurs impôts. À l'occasion, nous voyons des annonces pleines pages dans le *New York Times*, que les compagnies pharmaceutiques utilisent pour contrer la critique de leurs produits par des scientifiques, façon plus appropriée de débattre de leur « réputation » que devant les tribunaux.

Depuis les années 1980, l'État a réduit ses effectifs et ses budgets pour surveiller et mettre en application les règlements de protection de l'environnement et du bien commun. À défaut de voir l'État appliquer le droit contre les multinationales et de protéger le public, ce sont des ONG et des militants engagés qui se voient obligés de dénoncer les méfaits des entreprises pathologiques et psychotiques. Pour ce faire, ils doivent être mieux protégés des recours abusifs du monde des affaires, dont les moyens ont augmenté énormément. ATTAC-Québec souhaite donc que le droit québécois soit rapidement mis à jour afin de protéger l'exercice du droit de parole des militants et des associations écologiques et altermondialistes, pour permettre que les débats se fassent ouvertement sur la place publique et sans menace d'intimidation de la part des maîtres du monde.

Raymond Favreau, coordonnateur du conseil scientifique d'ATTAC-Québec

1 En anglais, Strategic Lawsuit Against Public Participation (« SLAPP »).

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal!
Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

ALTERNATIVES
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Emmanuel Martinez

MONTREAL – 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC – 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 26 mars 2008 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Emmanuel Martinez – COMITÉ DE RÉDACTION : Alain Ambrosi, Pierre Beaudet, Stéphan Coriveau, Pauline Célinas, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Denis McCready, Alexandre Touchette – CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warschawski – RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan – INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet – CARICATURE : Boris

Nouvelle relation entre citoyens et élus

Des citoyens présentent un budget à leurs élus qui l'entérinent et en assurent la mise en œuvre. Le monde à l'envers? Non, c'est le budget participatif, une approche appelée à se répandre au Québec.

BERNOÎTE LABROSSE

Expérimenté pour la première fois en 1989 à Porto Allegre, au Brésil, le principe du budget participatif (BP) est simple : des citoyens réunis en assemblée déterminent les projets d'investissements auxquels la municipalité devra accorder la priorité pour l'année à venir. « Le budget public est un enjeu hyper stratégique et les résultats se constatent à court terme », explique Luc Rabouin, coordonnateur du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEU) et membre du Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté (GTDMC). L'objectif est de stimuler la participation des citoyens au processus démocratique. « Les citoyens voient leur contribution de façon directe. On est dans le pragmatisme, pas dans l'idéologie », renchérit Anne Latendresse, professeure de géographie à l'UQAM et aussi membre du GTDMC.

En 2004, les autorités de Porto Allegre estimaient à 50 000 le nombre de citoyens qui participaient à l'élaboration du BP de la ville, considéré par l'ONU comme l'une des 40 innovations urbaines les plus notables dans le monde, et que la Banque mondiale cite comme « mode de gouvernance exemplaire ». D'un point de vue démocratique, il incite les citoyens à discuter du bien commun et à prendre conscience des besoins des autres. « Ça renforce le sentiment d'appartenance et la démocratie », précise Mme Latendresse.

Jusqu'à présent, plus de 300 municipalités, principalement en Europe et en Amérique du Sud, ont tenté l'implantation d'un BP. Des villes comme Berlin (Allemagne), Rome (Italie), Séville (Espagne) et Saint-Denis (France) sont du nombre, tout comme 103 municipalités brésiliennes. Plus près d'ici, deux tentatives ont vu le jour en Ontario : à Guelph, l'enveloppe du développement social et communautaire est distribuée selon les priorités citoyennes, et à Toronto, une organisation paramunicipale d'habitation détermine l'utilisation d'une partie du budget pour 150 000 résidents de concert avec ceux-ci.

Mais ne devient pas participatif qui veut. Il existe certains préalables à la mise en place d'un BP. « La mobilisation du milieu, donc des citoyens et des groupes communautaires, et l'ouverture politique des élus au partage du pouvoir avec les citoyens sont les deux conditions les plus importantes, mais il faut aussi compter sur la présence d'institutions sur lesquelles on peut s'appuyer », résume M. Rabouin.

Une première à Montréal

Aux dires du GTDMC, « la récente décentralisation de l'administration municipale ouvre un espace potentiel à une augmentation de la participation citoyenne à la gestion urbaine ». Sans oublier que la ville de Montréal s'est déjà dotée de



PHOTO : DENIS CARL ROBIDOUX / WWW.DENISCARL.COM

bases institutionnelles, soit la Politique de consultation et de participation publiques et la Charte montréalaise des droits et responsabilités.

L'arrondissement Plateau-Mont-Royal a été le premier en 2007 à adopter un budget participatif. Selon Luc Rabouin, la mairesse du secteur, Hélène Fotopoulos, y est pour beaucoup : « Il faut reconnaître l'audace de la mairesse du Plateau. Elle a pris le risque de partager son pouvoir avec les citoyens. » De leur côté, les groupes communautaires du territoire ont créé un Comité d'action solidarité du Grand Plateau. « Nous avions comme préoccupation de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas », précise Lorraine Decelles, directrice de la maison Aurore, un centre d'action communautaire.

Il faut savoir que ce n'est pas tout le budget de l'arrondissement qui est cogéré, seulement une partie du Programme triennal d'immobilisation (PTI), une enveloppe qui concerne l'aménagement des structures tels les parcs, les rues et les installations culturelles. En fait, l'exercice du BP concerne des projets locaux, qui coûtent moins de 100 000 dollars. Selon Anne Latendresse, « on a choisi le PTI parce qu'il est moins lié aux opérations courantes de l'arrondissement et qu'on peut y décider des orientations de la ville, car il fonctionne sur le long terme ».

L'adoption du BP 2008 du Plateau s'est déroulée en cinq étapes. En juin, des assemblées ont eu lieu dans les trois districts de l'arrondissement pour fournir de l'information sur le budget, le PTI et les types de projets admissibles. Les 72 idées présentées par les citoyens concernaient diverses mesures d'apaisement de la circulation, l'amélioration des espaces verts, la construction d'une maison de la culture, etc. Les projets admissibles ont ensuite été résumés en fiches techniques accessibles aux citoyens. La troisième étape consistait à hiérarchiser les projets au cours d'as-

semblées citoyennes et à élire 12 délégués par district pour les représenter au Sommet annuel. C'est au cours de cette ultime journée de délibération qu'ils ont déterminé les projets prioritaires avec l'aide de délégués de la communauté et d'élus. « J'ai trouvé extraordinaire de voir comment les citoyens ont fait leurs devoirs. Les délégués ont revu leur hiérarchie, visité les lieux, réanalysé les projets et refait une grille de priorités », se souvient Lorraine Decelles. Finalement, le budget 2008 a été formellement adopté en octobre par le conseil d'arrondissement. « Pour une des rares fois, il y avait des citoyens à l'assemblée! », s'est réjoui Luc Rabouin.

Mais plusieurs lacunes ont été relevées tout au long de l'expérience. « Le taux de participation est resté peu élevé — environ 250 personnes — et l'engagement du milieu communautaire est relativement mou, car beaucoup de groupes regardent sans intervenir, déplore le directeur du CEU. On note également un manque de diffusion de l'information. » Les contraintes monétaires ont également posé problème. « La première année, c'était 10 % du PTI qui était concerné, soit 500 000 \$. Ça a été critiqué par les citoyens. Cette année, c'est donc 25 % du PTI qui est en jeu, soit 1,5 million \$ », explique Anne Latendresse.

« Au-delà de l'enjeu monétaire, ce qui est le plus important, c'est qu'on est en train de revoir notre pratique de la démocratie. On est en train d'inventer de nouveaux rapports entre les citoyens et les élus. »

L'expérience du Plateau fera-t-elle des petits?

Fort d'une première expérience prometteuse, le GTDMC diffuse maintenant l'idée dans la province comme il l'a fait il y a quelques mois à Trois-Rivières et à Longueuil. « Le Plateau a fait la preuve que ça peut fonctionner, donc ça vaut la peine de tenter de multiplier les BP dans d'autres arrondissements. Sa réussite nous donne plus d'outils et d'arguments pour tenter de l'implanter ailleurs », note Luc Rabouin. « Ça se discute déjà à Beaconsfield, toutes les conditions sont réunies dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et des

groupes communautaires du Sud-Ouest montréalais se sont montrés intéressés », révèle-t-il.

L'idée fait également son chemin dans l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie. La Corporation de développement communautaire (CDC) de Rosemont et le Regroupement des tables de concertation de la Petite-Patrie ont organisé une rencontre avec le GTDMC pour tâter les pouds des organismes du quartier. Un conseiller municipal présent, Carl Bernier Genest, s'est d'ailleurs gardé d'intervenir, estimant que son opinion « risquait de teinter les réflexions ». Luc Rabouin a toutefois bon espoir de voir les élus répondre positivement. « Je pense qu'André Lavallée, dit-il, serait un élu ouvert à l'expérience, compte tenu de son passé politique. » Le maire de l'arrondissement, qui a déjà été chef de l'opposition de Montréal sous la bannière du Rassemblement des citoyen(ne)s de Montréal, était d'ailleurs du voyage du GTDCM à Porto Allegre en 2005.

Dans l'arrondissement St-Michel-Villeray-Parc Extension, c'est un citoyen, François Touchette, qui milite en faveur d'un BP. « C'est sûr que les gens veulent s'impliquer, sauf qu'il n'y a pas de mécanismes en place pour qu'ils le fassent. Les gens sont habitués à déléguer, mais quand on leur explique les enjeux, ils comprennent qu'ils peuvent faire leurs choix. » L'automne dernier, M. Touchette s'est par contre fait répondre par ses élus que le budget 2008 ne contiendrait pas de volet participatif. « J'aimerais beaucoup arriver à ça, mais il faut y aller étape par étape. Pour que ça soit une vraie participation, il faut d'abord outiller et informer les citoyens », soutient Soraya Martinez, conseillère du district de St-Michel.

Sans le savoir, les plans de la conseillère rejoignent la philosophie du GTDMC. « Au-delà de l'enjeu monétaire, ce qui est le plus important, c'est qu'on est en train de revoir notre pratique de la démocratie. On est en train d'inventer de nouveaux rapports entre les citoyens et les élus », conclut Luc Rabouin.

CANADA

SUITE DE LA UNE

compte à rendre sur leurs activités illicites en sol étranger.

Contrairement aux bourses américaines, celle de Toronto ferme les yeux sur la méthode suivante : les compagnies prospectrices évaluent à la baisse la valeur réelle des gisements, les achetant à bas prix au pays d'accueil. Elles spéculent par la suite sur la valeur réelle des ressources disponibles sur les marchés boursiers. Les prix des actions montent en flèche, les compagnies engrangent les profits, profitant et abusant même des conditions d'engagement envers les pays hôtes : évasions fiscales, arrières salariaux, ententes à rabais sur les prix des ressources, etc.

Et le Canada agit hypocritement, laissant agir ces compagnies qui nous représentent à l'étranger, les appuyant même dans leur démarche. « Il est inquiétant de voir les agences gouvernementales, comme l'ACDI, octroyer des fonds d'aide au développement à certains pays africains, alors qu'au même moment des compagnies canadiennes se livrent parfois au pillage des ressources de ce même pays. L'ACDI agit comme une agence de marketing pour le Canada, permettant de masquer les abus commis par les compagnies canadiennes », dénonce M. Deneault.

Et après l'Afrique, le Canada?

Ce qui est alarmant, c'est que l'on retrouve ces mêmes compagnies partout au pays, exploitant ici les ressources canadiennes. Le livre *Noir Canada* mentionne l'anglophone, qui empoisonne, par son exploitation de mines d'or à ciel ouvert, des villages entiers au Mali. Selon plusieurs enquêtes relatées dans le livre, dans certaines régions près des mines de Sadiola et Yatela, quatre femmes sur cinq auraient fait des fausses couches depuis le début de l'exploitation des sols, où sont déversées des quantités astronomiques de cyanure et d'acide chlorhydrique, qui contaminent les nappes phréatiques. Cette même compagnie extrait du niobium, à quelques kilomètres de Chicoutimi.

Alain Deneault émet cette mise en garde : « Logiquement, les compagnies canadiennes, qui profitent des largesses des gouvernements africains et mettent à mal le bien commun des populations locales, vont vouloir profiter de l'érosion de nos propres systèmes de protection publique, pour profiter ici aussi des richesses énormes des sols canadiens. »

Alain Deneault réfute aussi l'argument selon lequel ces compagnies canadiennes qui investissent ici consolident une souveraineté économique canadienne. Ces compagnies pourraient du jour au lendemain passer aux mains d'étrangers.

De quoi se poser des questions sur nos priorités, nos besoins. « Pour la population canadienne, à quoi peut servir l'exploitation éhontée du diamant, de l'or, en Afrique comme au Canada, si en plus les profits engendrés vont alimenter des compagnies suspectes qui s'attaquent au bien commun? », mentionne-t-il.

L'auteur soutient que l'approche du fédéral pour mettre au pas les compagnies canadiennes ne fonctionne pas. Sans coercition, les mesures incitatives et volontaires de contrôle sont des coups d'épée dans l'eau. Alain Deneault conclut : « Il faut en revenir à un positionnement politique et établir un rapport de force en s'enquérant sur ce qu'il advient des fonds que nous plaçons collectivement dans une bourse, celle de Toronto, qui est ultra permissive. »

UNE PIÈCE AVEC LA SÉCURITÉ NATIONALE EN TOILE DE FOND
Un citoyen Canadien d'origine Syrienne, entré légalement aux États-Unis, est détenu à l'immigration par le département de la sécurité intérieure comme « personne d'intérêt ». Privé de ses droits et ne connaissant pas les charges portées contre lui, l'homme doit se fier aux actions héroïques de son épouse et de son avocat pour se battre contre les mesures injustes du gouvernement.

ACTUELLE, TROUBLANTE D'IRONIE ET D'HUMOUR

“Very well written ... the acting is really strong”
— CBC/Radio Canada

EN COLLABORATION AVEC

Hydro Québec

présente

FESTIVAL

MONTREAL

EN LUMIÈRE

9^e édition

DU 21 FÉVRIER AU 2 MARS 2008



“a hard-hitting and sharp-edged script... Mikel Mroué delivers a fine debut at Centaur... Marcel Jeannin is brilliant... Don Anderson, always worth watching... an ingenious set.”
— The Montreal Mirror

“With ‘Relative Good’, Gow is clearly responding to today’s disturbing political climate; but as a result of his radiant anger, he’s also written a play with a significance that transcends international conditions.”
— Zachary Pincus-Roth New York

Écrit et mis en scène par

DAVID GOW

RELATIVE GOOD



CENTAUR
THEATRE COMPANY

billetterie 514 288 3161 www.centaurtheatre.com

453, St. François-Xavier, Montréal, Qc. H2Y 2T1

Place d'Armes

Jusqu'au 30 mars 2008

Hydro Québec
Commanditaire de la saison

The Gazette

MONTREAL'S WATCHDOG

CTV

Q2

Crédit des arts

Québec

THÉÂTRE DE MONTRÉAL

LIVRE / MAGAZINE

Guérilla kit. Ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes

Morjane Baba, La Découverte / Poche, 279 pages.

Blocage de l'OMC à Seattle par des manifestants; fabrication d'échasses; flashes sur la résistance populaire lors du sommet de Québec; réflexions sur les rapports humains lors de manifestations; fiche technique sur l'organisation d'un groupe d'affinité ou d'une conférence de presse.

Cette énumération un peu hétéroclite donne une bonne idée de l'échantillonnage réalisé par Morjane Baba. Ce document, dont certains aspects sont trop « franco-français » pour s'appliquer ici (les aspects légaux de l'organisation d'un syndicat ou d'une association) contient quand même un bon nombre de petits trucs sympathiques. Ceux-ci peuvent souvent faire sourire (comment réveiller un ministre) et certainement servir comme source d'inspiration pour qui veut faire campagne contre la hausse des droits de scolarité, un projet industriel polluant ou simplement faire connaître une cause au public.

Si certaines « techniques » laissent le lecteur pantois, tel que le vomit-in, il faut reconnaître que chacune des actions et des techniques recensées a été mise en application au moins une fois. Ainsi, le vomit-in a quand même rassemblé 300 pacifistes américains qui ont littéralement régurgité leur sentiment sur la guerre américaine en Irak. On imagine la réaction des passants et des journalistes!

Guérilla kit constitue un livre de référence à mettre dans la bibliothèque de tout bon organisateur au même titre qu'un bon cuisinier s'équipe avec de bons livres de recettes. L'idée n'est pas de singer ou de bêtement imiter ce que d'autres ont déjà fait. L'auteure, qui ne cesse de célébrer l'imagination comme principale arme de résistance au conformisme ambiant, en serait bien désolée, elle qui voit son œuvre comme un encouragement à participer à la joyeuse cacophonie associée au refus d'un ordre établi.

STÉPHAN CORRIVEAU

Les médias pensent-ils ?

Spirale, no. 219, mars-avril 2008.

Le magazine culturel présente, sous la direction de Martine-Emmanuelle Lapointe, huit articles solides sur la relation boiteuse, parfois honteuse, entre médias et pensée. Médias sans restriction : de masse, surtout la télévision, les imprimés grand public et à tirage restreint, sites Web, etc. Pensée, écrit madame Lapointe, est ici « simplement le fait d'appliquer son esprit à concevoir quelque chose ». Dès le premier article heureusement, « pensée » prend du cœur, devient pensée critique, culture irréductible à la consommation, même boulimique : « la culture, j'en mange », aime-t-on répéter dans les médias grand public.

Trois lignes de force : 1- Mise en question radicale de la télévision, machine à ressentiment contre l'intellectuel, où l'animateur de l'émission dite culturelle, souvent issu du « milieu », cherche à rapprocher l'artiste du téléspectateur en supprimant la critique, et, idéalement, parce que tout le monde en parle, parler fallacieusement au nom de tout le monde; 2- Exploration de médias potentiellement favorables à la pensée (sites Web, imprimés, radios et cinéma en ligne, etc.); 3- Refus de s'avouer vaincu dans les médias de masse : les médias de la marge sont insuffisants; les intellectuels ont le devoir politique de reconquérir le terrain, notamment Radio-Canada.

Un regret comme lecteur : l'absence de distinction tout au long de ce dossier entre culture populaire et culture de masse, phénomènes distincts de la traditionnelle opposition entre cultures populaire et savante. Questions : la culture populaire – pas de masse – existe-t-elle encore ? Pourquoi les intellectuels se sont-ils laissés chasser si aisément des médias de masse ? Ces réserves à part, *Spirale* aborde ici un enjeu fondamental pour l'exercice de la libre pensée et, comme l'écrit Mathieu Arsenault, pour l'avenir d'un peuple.

GILLES MCMILLAN

THÉÂTRE

Antilopes

De Henning Mankell. Mise en scène de Carmen Jolin. Avec Gabriel Arcand, Danielle Lépine et Paul Doucet. Au théâtre Prospero à Montréal, jusqu'au 5 avril.

« Les aidons-nous à vivre ou à mourir? », se demande un coopérant suédois désabusé en parlant des « Africains » (aucun pays n'est mentionné). Visiblement alcoolique, aigri par ses réalisations en Afrique (seulement trois puits donnant de l'eau en dix ans de travail!), ce coopérant est plongé dans le désespoir.

Craignant une agression ou un vol, il s'enferme avec sa femme dans sa belle demeure. Seule une domestique (africaine) peut rentrer.

Peut-on aider des gens qui nous font peur?



Le nouveau coopérant venu remplacer ce couple est plus optimiste. Selon lui, les Africains ont besoin de détermination. Et il est déterminé. Prêt à donner des ordres, prêt à les faire accepter.

Aide-t-on des gens en les traitant en serveurs?

Antilopes se penche sur ces questions par une approche se voulant plutôt absurde. De la chaleur, des attaques de fourmis, des Noirs qui s'entre-tuent, des Blancs qui boivent et qui suent, qui disent servir en se faisant servir, qui profitent des jeunes filles, des jeunes garçons. Ces clichés sont là pour amplifier les interrogations. L'auteur, le célèbre romancier suédois Henning Mankell, les connaît bien, puisqu'il vit au Mozambique depuis 1985.

La mise en scène est excellente. Les Africains sont littéralement invisibles. Mais les échanges acrimonieux du début à la fin entre le coopérant suédois et sa femme, puis ensuite avec leur remplaçant finissent par être agaçants pour le spectateur.

Cette pièce, reprise après avoir connu le succès l'an dernier, n'est pas drôle, pas ensoleillée. Ce n'est pas une pièce sur l'Afrique, mais sur les Blancs en Afrique.

EMMANUEL MARTINEZ

Les réfugiés oubliés du Bhoutan



PHOTO : ANNKA GUSTAFSON

Au Népal, 110 000 Bhoutanais vivent dans des camps, dans l'indifférence la plus totale. La suédoise Annika Gustafson, qui vit à Montréal, est l'une des rares à raconter leur histoire dans son documentaire *Temps mort*, présenté au Festival des films sur les droits de la personne de Montréal.

FRÉDÉRIC TOWNER-SARAULT

Le roi du Bhoutan bouddhiste, petit pays situé au nord de l'Inde avec le Népal tout près à l'ouest et le Tibet à l'est, a chassé 100 000 personnes de son pays en 1990 sous prétexte qu'elles ne sont pas d'origine bhoutanaise et parce qu'elles ne parlent pas la langue officielle du pays, le dzong-ka. Les expulsés, ethniquement népalais, pratiquent l'hindouisme. La grande majorité vivait dans le Sud du Bhoutan, un royaume mieux connu pour avoir développé un indice de Bonheur national brut.

Depuis, les autorités bhoutanaises ont organisé des vagues de repeuplement du Sud du pays avec des Bhoutanais du Nord. La plupart des terres abandonnées durant l'exode ont été reprises, ce qui complique le retour des réfugiés.

Un pays isolé

Le royaume du Bhoutan est peut-être le pays le plus difficile d'accès pour les voyageurs étrangers : le visa coûte plus de 200 dollars par jour. Même à ce prix, les déplacements des touristes sont étroitement surveillés par le régime.

C'est pourquoi Annika Gustafson n'y a jamais mis les pieds durant les 5 ans

qu'a duré la préparation de son documentaire sur le sort des réfugiés bhoutanais. Toutes ces années, elle est allée au Népal dans les camps où ils vivent. « Le régime bhoutanais refuse de répondre aux questions concernant le sort des réfugiés au Népal, indique la documentariste. Quand j'ai obtenu une entrevue avec l'ambassadeur du Bhoutan à l'ONU, la nouvelle a causé une surprise auprès des organisations internationales intéressées par la question. »

Le Bhoutan refuse le retour des réfugiés

En 2001, le régime bhoutanais a institué une commission de vérification pour déterminer qui serait apte à rentrer au pays. La majorité possède encore des documents d'identité qui attestent leur nationalité bhoutanaise. Malgré tout, à peine 10 % des réfugiés ont été entendus et pour la plupart le verdict est sans appel. Selon Annika Gustafson, le message est clair : « le Bhoutan ne veut pas reconnaître la légitimité des réfugiés. »

Privés de statut et dépendants des rations alimentaires des donateurs internationaux, les réfugiés vivent dans un genre de *no man's land* sans véritable possibilité d'améliorer leur sort. « Il s'agit de camps bien ordonnés où les gens ont toujours vécu en relative autonomie, mais la situation se détériore », affirme Annika Gustafson. Des groupes criminalisés, la drogue et maintenant les disparitions de jeunes filles, probablement destinées aux réseaux de prostitution, sont apparus.

Des organisations internationales telles qu'Amnistie Internationale et Human Rights Watch (HRW) estiment que le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU fait mal son travail pour défendre ces réfugiés. HRW insiste sur la fait, par exemple, qu'il n'y a pas d'enquête sur les cas de disparition de filles et d'infiltration des milieux criminalisés

Ces enfants bhoutanais n'ont rien connu d'autre que la vie dans des camps de réfugiés au Népal. Ils sont 20 000 à être nés là.

sés dans les camps.

À Katmandou, au bureau népalais de l'agence des réfugiés des Nations unies, Kimberly Robertson réfute ces allégations et parle plutôt de solutions de rechange. Des solutions comme faire accepter les réfugiés dans des pays tiers ou favoriser leur insertion sociale au Népal. Mais Amnistie et HRW reprochent à l'ONU d'avoir abandonné l'idée d'un retour au Bhoutan et mentionnent qu'une relocalisation en Occident va créer un précédent que d'autres États pourraient suivre pour chasser des indésirables.

Une lueur d'espoir

Les réfugiés chassés du Bhoutan ne vont probablement pas regagner leur terre natale. Mais un grand nombre va pouvoir quitter les camps après y avoir passé près de 20 ans de leur vie.

Le département d'État américain confirme que d'ici octobre, 3 000 réfugiés seront installés aux États-Unis. En tout, les États-Unis se sont engagés à en accueillir 60 000 autres au cours des prochaines années.

Au Canada, le nombre est plus modeste. En 2005, Ottawa a annoncé l'intention de recevoir 5 000 réfugiés bhoutanais d'ici 2010. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège ont présenté conjointement leur intention d'absorber le reste des réfugiés bhoutanais, qui n'obtiendront toutefois pas ce qu'ils veulent vraiment : retourner chez eux.

Temps mort, le documentaire de la cinéaste canadienne d'origine suédoise Annika Gustafson, est présenté au Festival des films sur les droits de la personne de Montréal, samedi 29 mars.

ALTERNATIVES EN ACTION

Tout moun sitwayen

Avec le projet Tout le monde citoyen, **Alternatives** encourage la participation des paysans à la vie démocratique en Haïti. Les habitants des zones rurales sont souvent mal organisés et peu consultés lorsque des décisions sont prises par le gouvernement central à Port-au-Prince.

En collaboration avec des groupes locaux, **Alternatives** incite les paysans haïtiens à exprimer leurs revendications et à exiger les services de base auxquels ils ont droit.

Des guides d'éducation populaire et des ateliers sont élaborés afin que les agriculteurs se regroupent pour faire entendre leur voix. Ils apprennent ainsi à mettre sur pied des cahiers de revendications, tout en ayant recours à des moyens pacifiques (envois de lettre, rencontres, marches) pour influencer les dirigeants du pays.

Alternatives est une ONG qui a des projets au Canada et ailleurs dans les Amériques, au Proche-Orient, en Asie et en Afrique.

Alternatives défend :

- La démocratie citoyenne
- La justice sociale
- L'égalité entre les pays du Nord et du Sud
- La protection de l'environnement



Alternatives
... pour un monde différent

Pour obtenir plus d'information
ou pour faire un don :

www.alternatives.ca